

L'AUTRE CERCLE



PROPOSITIONS DE L'AUTRE CERCLE LORS DES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES PRÉSIDENTIELLES ET LÉGISLATIVES 2012

L'Autre Cercle rassemble des lesbiennes, gays, bi et trans, au sein de douze régions et de toutes les sensibilités politiques républicaines. Son objet principal est de lutter contre les discriminations au travail.

Au-delà de la question du mariage sur laquelle une quasi-unanimité des adhérent-e-s se prononce favorablement, les adhérent-e-s de L'Autre Cercle se déclarent unanimement pour une égalité des droits.

Tou-te-s les adhérent-e-s pensent également nécessaire de poursuivre un travail de sensibilisation et d'éducation sur la diversité des orientations sexuelles et sur l'identité de genre.

Des désaccords existent sur des problématiques comme la Gestation Pour Autrui mais toutes et tous pensent que le sujet dépasse les LGBT*. Dans tous les cas, ils/elles demandent que la même décision soit appliquée quelle que soit l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

La porosité entre le monde du travail et les autres univers fait qu'il est nécessaire de faire avancer les différents domaines de notre société sans en laisser à l'écart.

Les adhérent-e-s pensent notamment qu'il est important de faire évoluer le monde de l'éducation en plus de celui du travail. Le domaine du sport est également souvent cité.



*Lesbiennes, Gays, Bi et Trans

www.autrecercle.org

TRAVAIL

- Mettre en œuvre une circulaire obligeant les inspecteurs du travail à traquer les discriminations liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre
- Rendre obligatoire la citation de tous les critères de discrimination dans les documents officiels de l'employeur (charte, règlement intérieur...) à partir du moment où au moins un critère est cité
- Privilégier, dans les appels d'offres, les entreprises engagées dans la lutte contre les discriminations et la promotion de la diversité

DOMAINE GÉNÉRAL

- Ajouter au 1° article de la Constitution, que nul ne doit être discriminé selon son sexe ou son orientation sexuelle
- Ouvrir les droits au mariage et à l'adoption pour deux personnes de même sexe
- Créer un ministère ou un secrétariat d'état pour la diversité et la lutte contre les discriminations
- Décréter la lutte contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie, grande cause nationale
- Publier une photo officielle des membres dirigeants de la classe politique dans leur diversité de couple (hétéros, gays, lesbiennes...)
- Lancer une réflexion nationale sur le genre masculin/féminin
- Reconnaître les unions nationales contractées dans un autre pays de l'Union Européenne, garantir la libre circulation des couples LGBT en Europe

FISCAL

- L'alignement du régime des réversions de retraite pour les partenaires pacsés
- Obliger les entreprises qui reçoivent des subventions publiques à s'engager dans une démarche contrôlable (Charte de la diversité, Label diversité, Norme de la diversité...)

JUSTICE

- Aggraver les sanctions pour violence homophobe
- Interdire la signature d'une charte ou de tout document officiel ne listant pas tous les critères de discriminations à partir du moment où un seul est cité
- Sanctionner plus durement les propos homophobes des élu-e-s (inélégibilité par exemple)



EDUCATION

- Sensibiliser dès le plus jeune âge contre toutes les discriminations, dans les écoles, les collèges et les lycées, avec des actions proposées avec le corps enseignant en interne et des acteurs externes comme les collectivités et les associations de lutte contre les discriminations, etc
- Montrer la diversité des sentiments entre personnes y compris de même sexe
- Ne plus dissimuler systématiquement l'homosexualité des auteur-e-s, artistes et personnages historiques dans les manuels scolaires

SANTÉ

- Développer la politique de prévention vis-à-vis du VIH
- Mettre en place une politique de prévention des suicides chez les jeunes homosexuel-le-s
- Mettre fin à l'interdiction du don du sang par les personnes homosexuelles

SOCIAL

- Etablir l'égalité des droits face au mariage (ouverture du mariage aux couples de même sexe)
- Etablir l'égalité des droits face à l'adoption (ouverture de l'adoption aux personnes seules et aux couples LGBT)
- Tenir compte des couples homos dans les maisons de retraite
- Reconnaître la Transsexualité et légaliser le changement de genre sans opération
- Donner au conjoint de même sexe les droits parentaux

INTERNATIONAL

- Garantir la libre circulation et installation des couples LGBT en Europe
- Engager des actions pour faire dépénaliser l'homosexualité dans tous les pays
- Garantir le droit d'asile à une personne LGBT en danger dans son pays



Les adhérent-e-s pensent que les actions suivantes ont particulièrement contribué à la lutte contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre :

ACTION DE L'ÉTAT

LOIS ADOPTÉES ET DÉCRETS D'APPLICATION

- Création de la HALDE
- Prise en compte du mobile homophobe comme circonstance aggravante de certaines infractions pénales d'atteintes volontaires à la vie ou à l'intégrité des individus ou d'agressions sexuelles
- Amélioration du PaCS (fiscalité -succession)
- Loi relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle
- Article du droit du travail concernant les discriminations pour orientation sexuelle

ACTIONS DES MINISTÈRES

- Charte contre l'homophobie dans les sports à l'initiative du ministère
- Circulaire de l'éducation nationale affirmant la lutte contre l'homophobie comme une priorité
- Spots publicitaires financés par le ministère de l'éducation nationale
- Citation officielle de la déportation homosexuelle (discours de Lionel Jospin en 2001 et de Jacques Chirac en 2005), dépôts de gerbes
- Reconnaissance du PaCS pour les fonctionnaires
- Démarche du gouvernement français (Rama Yade) auprès de l'Onu pour la dépénalisation de l'homosexualité dans le monde

ACTIONS DE CERTAINES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

- Cérémonie du PaCS dans certaines mairies
- Création de délégations régionales, départementales et municipales à la diversité et à la lutte contre les discriminations
- Adoption de la Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale

DÉVELOPPEMENT D' ACTIONS DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Visibilité de certains leaders
- Création de foyers d'accueil (« le refuge »)
- Médiatisation plus importante des agressions à caractère homophobe, lesbophobe, transphobe...
- Prises de position de personnalités sur le mariage étendu aux couples de même sexe
- Signature de la charte de la diversité, labellisation diversité
- Visibilité accrue de l'homosexualité sur les chaînes de TV et dans les publicités